



Tous droits réservés

DROIT PÉNAL

Séance 8 - La typologie des peines

I.	La distinction entre peines et mesures de sûreté.....	4
A)	Les caractéristiques respectives de la peine et de la mesure de sûreté dans la doctrine	4
B)	La distinction entre peines et mesures de sûreté dans le Code pénal	6
1)	La conception unitaire en 1922.....	6
2)	La création d'une mesure de sûreté.....	6
II.	Les peines encourues	7
A)	Les peines encourues indifféremment par les personnes physiques et les personnes morales.....	7
1)	Les peines privatives ou restrictives de droit.....	7
2)	Les peines patrimoniales.....	8
a)	L'atteinte à la réputation du condamné	9
b)	La réparation du dommage	9
B)	Les peines encourues par les seules personnes physiques.....	9
1)	Les atteintes à la liberté d'aller et venir	Erreur! Signet non défini.
a)	La privation de liberté	10
b)	Les restrictions de liberté.....	10
2)	La privation de droit	11
a)	La privation des droits civiques, civiles et de la famille	11
b)	La privation des autres droits	11
3)	Obligation de faire	12
a)	Le travail d'intérêt général.....	12

b) L'accomplissement de stage.....	12
4) La peine de jour-amende.....	13
C) Les peines encourues par les seules personnes morales	13
1) Les sanctions encourues par les personnes morales.....	13
2) Les sanctions spécifiques à certaines personnes morales	13
a) La dissolution.....	13
b) Le placement sous surveillance judiciaire	14
III. La qualification des peines	15
A) Les peines principales	15
1) Les peines principales en matière criminelle	15
2) Les peines principales en matière délictuelle.....	16
3) Les peines principales en matière contraventionnelle.....	16
B) Les peines principales « alternatives »	16
1) En matière délictuelle.....	17
2) Les peines principales alternative en matière contraventionnelle	17
C) Les peines complémentaires.....	17
D) Les peines accessoires.....	18



Définition : La peine est la sanction attachée à la commission d'une infraction, c'est-à-dire au trouble causé à l'ordre social. Elle a plusieurs objectifs. Elle peut être principale, complémentaire ou alternative.

Elle consiste en un châtiment représentant le prix à verser pour les faits commis. Elle a pour fondement la culpabilité, et a pour buts principaux l'expiation et la rétribution. Elle possède un contenu afflictif et infamant.



À retenir : À l'origine le droit pénal se présentait comme un droit essentiellement sanctionnateur, auquel on assignait une fonction de répression et de rétribution.

À l'origine (fonctions classiques) :

- **rétribution** : théorie chrétienne du rachat du péché par la souffrance infligée au condamné. Permet notamment d'apaiser l'ordre social troublé, en enlevant la vengeance privée, et en rendant publics les châtiments corporels.
- **intimidation** : les utilitaristes, inspirant le **Code pénal de 1810**, affirment que la peine doit dissuader le délinquant de récidiver, mais également inspirer une crainte suffisante aux yeux des autres individus.
- **élimination** : protection de l'ordre social établi par l'exclusion du coupable de la société (peine de mort jusqu'à son abolition, incarcération)

Désormais, la fonction de la peine est multiple (les fonctions modernes) :

- **l'amendement** : la peine doit permettre l'amendement du coupable, de devenir un honnête homme (travail, discipline, éducation en prison)
- **resocialisation** : la peine doit permettre l'adaptation du délinquant à la vie en société par une personnalisation très poussée (principe d'individualisation des peines)



À retenir : En outre, lorsqu'elle est prononcée contre un délinquant, elle doit servir d'exemple pour les autres.

- **Une fonction de réadaptation :** le fait d'avoir été condamné une fois peut convaincre le délinquant de ne plus commettre d'infraction. Ensuite, la peine peut s'accompagner de mesures sociales pour que le délinquant se réadapte dans la société.



À retenir : La loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales redéfinit les fonctions de la peine et les objectifs de son exécution.

I. La distinction entre peines et mesures de sûreté

A) Les caractéristiques

1) La définition de la mesure de sûreté



Définition : La mesure de sûreté se qualifie par la prévention, laquelle peut être réalisée par la neutralisation de l'individu, ou bien par la rééducation.



Exemple : Autrement dit aussi bien par la cure de désintoxication ou de la mesure éducative pour les mineurs que par le placement

Les mesures de sûreté :

- **Mesure personnelle** : s'attache au délinquant. Il s'impose alors un traitement contre ses tendances criminelles.
- **Mesure réelle** : s'attache à la situation dangereuse. Elle permet une confiscation d'une chose ou fermeture d'établissement pour éviter la commission d'une infraction.

Les mesures de sûreté se distinguent de la peine :

- Par le but :

pour les mesures ,c'est la prévention

pour les peines, c'est l'expiation et la rétribution de la peine

- Par le contenu : pas de caractère afflictif ou infamant.

2) Les caractéristiques



À retenir : Le fondement différent :

La peine implique une infraction préalablement commise.

La mesure de sûreté trouve son application à l'état dangereux d'une personne.



À retenir : Objet différent :

La peine afflictive et infamante reposait sur les notions de châtiment, rétribution et réprobation en considération du passé pénal. Elle visait à punir.

La mesure de sûreté, tournée vers l'avenir, s'attache à éviter toute récidive pour protéger la société. Elle vise la prévention.



À retenir : Un régime différent.

La durée de la peine est fixée par décision du jugement.

La durée de la mesure de sûreté est révisable selon la dangerosité et se prolonge aussi longtemps que l'état de dangerosité perdure.

B) La distinction issue du Code pénal

1) La conception unitaire en 1922



À retenir : Toutes sanctions pénales qualifiées de peines, peu importe la finalité punitive ou préventive qui caractérise la sanction.

Les peines et les mesures de sûreté sont soumises au principe de la légalité criminelle.



À retenir : Dans le Code pénal, les mesures de sûreté sont introduites dans la formule de « peine complémentaire » ou « peines principales alternatives ».

2) La définition initiale de la mesure de sûreté

La **loi du 12 décembre 2005** relative au traitement de la récidive des infractions pénales, le législateur introduit « du placement sous surveillance électronique mobile à titre de mesure de sûreté ».

- Placement sous surveillance électronique mobile.



Définition : Le placement permet de localiser la personne.

Il est nécessaire d'avoir au préalable une expertise, laquelle constate la dangerosité de la personne. À un tel point qu'il est nécessaire de prévenir la récidive.

Il ne faut pas oublier qu'à cela se cumulent des **mesures de sûreté**.

- **Surveillance judiciaire**

La surveillance s'applique uniquement à la sortie de prison de la personne pour une durée ne pouvant dépasser le terme de la peine privative de liberté prononcée. Elle se cumule avec une injonction de soin, et potentiellement d'un placement sous surveillance électronique mobile (**Art. 723-29 du CPP**).

- **Surveillance de sûreté**

Elle permet la possibilité de prolonger dans le temps les obligations d'une surveillance judiciaire, d'un suivi socio-judiciaire ou d'une libération conditionnelle (**Art. 706-53-19 CPP**). Toutefois, elle ne peut avoir lieu qu'après un placement sous surveillance judiciaire qu'à l'encontre d'une personne condamnée à peine de réclusion criminelle supérieure ou égale à 15 ans.

- **Rétention de sûreté**

Il s'agit d'un placement dans un centre socio-médico-judiciaire de sûreté après sa sortie de prison (**Art. 706-53-14 du CPP**).

II. Les peines encourues

A) Celles indifféremment encourues par les personnes physiques et les personnes morales

1) Privatives ou restrictives de droit

- **Interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale (Art. 131-28 et 131-48 al.1 CP).** Elle peut concerner toute l'activité au cours de laquelle l'infraction a été commise.
- **Fermeture d'établissement (Art. 131-33 et 131-48 al.2 CP).** Elle interdit que soit maintenue dans l'établissement l'activité au cours de laquelle l'infraction a été commise.
- **Exclusion des marchés publics (Art. 131-43 et 131-48 al.3 CP)** Interdiction de contracter directement ou non, avec des personnes publiques, États, collectivités territoriales, établissements publics, pour fournir des biens ou des services.
- **Interdiction d'émettre des chèques (Art. 131-19 et 131-48 al.4 CP).** L'interdiction emporte l'obligation de remettre les chèquiers à l'établissement bancaire.
- **Interdiction de posséder un animal (Art. 131-21-2 et 131-39 CP).** Interdiction peut être prononcée à titre définitif ou temporaire pour une durée de 5 ans au plus.

2) Patrimoniales



Définition : L'amende correspond à l'obligation pour le condamné de payer une somme d'argent au Trésor public comme peine.

Il peut s'agir :

- **L'amende fixe** = le montant correspond à un taux fixé en référence au maximum encouru par l'auteur de l'infraction.
- **L'amende fixe encourue par les personnes physiques** = le montant maximum de l'amende encourue est précisé par le texte d'incrimination.
- **L'amende fixe encourue par les personnes morales** = le taux maximum est égal au quintuple de celui prévu pour les personnes physiques par la loi qui réprime l'infraction.
- **L'amende proportionnelle** : le montant est exprimé selon des éléments de références inscrits dans le texte d'incrimination.

- **Confiscation** : c'est la saisie de l'État sur les biens du condamné. Elle peut être générale dans le cas où la loi le prévoit expressément : crime contre l'humanité, trafic de stupéfiants, terrorisme ; ou spéciale, selon l'**article 131-21 du Code pénal**.

a) L'atteinte à la réputation du condamné



Définition : Il s'agit de la publicité donnée à la condamnation par affichage, diffusion de tout ou partie de la décision ou bien concernant un communiqué du parquet informant le parquet de sa décision (**Art. 131-35 et 131-48 CP**)

L'affichage se fait dans les lieux et pour une durée déterminée par la juridiction, sans pouvoir excéder deux mois.

La diffusion ne se fait pas par voie de publication dans le Journal officiel (et/ ou par voie audiovisuelle). La publicité doit nécessairement préserver l'anonymat de la victime. La révélation de son identité est conditionnée à son consentement.

b) La réparation du dommage

- **La peine de sanction-réparation** : c'est l'obligation pour le condamné, dans un délai, et suivant les modalités déterminées par la juridiction, d'indemniser le préjudice subi par la victime de l'infraction (**Art. 131-8-1 du CP**).
- **La remise en l'état du bien endommagé** : nécessite le double consentement de l'auteur et de la victime, la peine peut être exécutée en nature.

B) Seulement pour les personnes physiques

1) *Entre privation et restriction de liberté d'aller et venir*

a) La privation de liberté

La peine privative de liberté entraîne l'incarcération du condamné dans un établissement pénitentiaire.



À retenir :

L'emprisonnement pour délits.

La réclusion criminelle pour les crimes.

La détention criminelle pour les crimes politiques



Définition : La détention provisoire entraîne une privation de liberté durant la phase d'instruction préparatoire du procès pénal

b) Les restrictions de liberté

○ L'interdiction de séjour

Ce qui correspond à l'interdiction de paraître en certains lieux (**Art. 131-31 CP**). La durée maximale varie en fonction de la nature de la peine prononcée :

-5 ans en matière de délit

-10 ans en matière de crime.

L'interdiction cesse de plein droit lorsque le condamné atteint l'âge de 65 ans.

En cas de prescription d'une peine prononcée en matière criminelle, le condamné est soumis de plein droit et à titre définitif à l'interdiction de séjour dans le département où demeure la victime du crime ou ses héritiers directs.

○ L'interdiction de territoire

L'**article 131-30 Code pénal** dispose que la peine vise uniquement les étrangers reconnus coupables d'un crime ou d'un délit. La peine dégage de plein droit une mesure de reconduite à la frontière, le cas échéant à l'issue de l'incarcération.

L'interdiction peut porter sur une durée maximale de 10 ans ou bien être prononcée à titre définitif.

- La détention à domicile sous surveillance électronique

Le condamné en possession d'un bracelet électronique a l'obligation d'être en dehors des périodes de sorties autorisées, à son domicile ou tout autre lieu désigné par la juridiction. Elle s'applique pour les majeurs comme les mineurs (dès lors qu'ils ont 13 ans avec autorité parentale).

Le champ est limité pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement.

2) *La privation de certains droits*

a) Les droits civiques, civils et de la famille

C'est l'**article 131-26 Code pénal** qui vise la peine infligée à la discrétion du juge, une partie ou la totalité des droits limitativement énumérés.

À titre d'exemple : le droit de vote

Cette peine est nécessairement temporaire, elle varie selon l'infraction :

Pour un délit : 5 ans pour un crime : 10 ans.

b) Les autres droits

- **Privation du droit de chasser (Art. 131-6 8° CP)**, de porter ou détenir une arme (**Art. 131-6 6° du CP** soumis à autorisation)

- **Privation du droit de conduire (Art 131-6 2° CP)**, la peine peut même aller jusqu'à l'annulation ou suspension du permis de conduire. Ce qui dans le même temps implique l'interdiction de la délivrance d'un nouveau permis durant un délai de 5 ans.

- L'interdiction de conduire un véhicule qui n'est pas équipé d'un dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique (**Art. 131-6 5° CP**).
- Interdiction de détenir un animal (**Art. 131-21-2 CP**).

3) *Obligation de faire*

a) Le travail d'intérêt général



Définition : L'exécution d'une prestation au profit de la collectivité, et précisément au bénéfice d'une personne morale de droit public ou association.

La durée entre 20 et 400 heures pour une période maximale de 18 mois.



Attention : La peine est soumise à l'accord du condamné. Bien qu'on utilise le vocable de travail, celui-ci n'implique aucune rémunération.

b) L'accomplissement de stage

7 stages :

- Le stage de citoyenneté
- Le stage de sensibilisation à la sécurité routière
- Le stage de sensibilisation aux dangers de l'usage des produits stupéfiants
- Le stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels
- Le stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes
- Le stage de responsabilité parentale
- Le stage de lutte contre le sexisme et de sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Toute peine de stage, d'une durée limitée à un mois, doit être réalisée dans les 6 mois qui conduisent la condamnation devenue définitive.

4) La peine de jour-amende



Définition : C'est le versement au Trésor public d'une somme dont le montant total découle d'une contribution quotidienne fixée par le juge pendant un nombre de jours décidé par le juge (**Art. 131-5 CP**).

Le juge possède un pouvoir d'appréciation librement du montant des jours-amendes.

C) Uniquement pour les seules personnes morales

1) Les sanctions



Définition : La peine est définie comme l'interdiction de placement de titres quels qu'ils soient ou bien l'interdiction d'avoir recours tant à des établissements de crédit, des établissements financiers ou sociétés de bourses qu'à des procédés quelconques de publicité (**Art. 131-47 CP**).

- La peine de programme de mise en conformité, inscrit à **l'article 131-39-2 du Code pénal**, vise les personnes morales reconnues coupables de corruption ou trafic d'influence.

2) Les sanctions spécifiques

a) La dissolution

On constate une obligation de démontrer l'utilisation délibérée de la personne morale pour commettre l'infraction reprochée.

L'utilisation intentionnelle de la personne morale résulte :

- de la création de la personne morale. La personne morale a été créée seulement pour réaliser une infraction.
- d'un détournement de l'objet de la personne morale.

Dans le cas du dévoiement d'objet, il ne peut s'agir que d'un crime ou d'un délit qui serait puni pour les personnes physiques de plus de 3 ans d'emprisonnement.

La peine n'est pas possible pour les personnes morales de droit public dont la responsabilité pénale peut être engagée (**Art.131-39 du CP**).

b) Le placement sous surveillance judiciaire



Définition : C'est une mise sous contrôle de la personne morale, pour une durée maximale de 5 ans.

Ce placement sous surveillance judiciaire implique la désignation d'un mandataire de justice : une personne qui doit agir pour le compte de la personne morale sauf s'il est chargé de les surveiller dans l'exercice de leurs fonctions.

c) La convention judiciaire d'intérêt public



Définition : Issue de la **loi Sapin 2 de 2016**, cette mesure permet l'extinction de l'action publique par la conclusion d'un contrat imposant diverses obligations à l'entreprise (paiement d'une amende, réparation de la victime, programme de mise en conformité...).

Elle est proposée par le Procureur et doit être validée par un juge.

La sanction est rendue publique en étant publiée sur le site de l'agence française anticorruption.

III. La qualification des peines

A) Les peines principales



Définition : Les peines principales se définissent comme celles qui sont encourues à titre principal, par le texte dans le but de sanctionner un comportement contraire à la loi.



Définition : Les peines alternatives sont séparées des incriminations et énumérées dans des textes de portée générale, en matière de délits et de contraventions.

Le magistrat peut les décider à la place de la peine encourue à titre principale.

La peine principale de référence **permet de caractériser l'infraction, soit de déterminer** sa nature criminelle, correctionnelle ou contraventionnelle.

1) en matière criminelle



À retenir :

1) La réclusion criminelle : il s'agit de la peine principale propre aux crimes de droit commun

2) La détention criminelle : généralement pour les auteurs de crimes politiques.

2) en matière délictuelle

- Emprisonnement

La peine d'emprisonnement indique plusieurs durées : 10 ans, 5 ans, 2 ans, 1 an, 6 mois, 2 mois.

- Amende

L'article **381 du Code de procédure pénal** dispose que le minimum est fixé par le tribunal correctionnel à 3.750 euros.

3) en matière contraventionnelle

L'**amende** est la seule peine principale en matière de contraventions. Il faut se référer à l'**article 131-13 du Code pénal**.

En cas de récidive, pour les contraventions de la 5^e classe, lorsque le règlement le prévoit, le montant de l'amende peut être doublé (**Art. 131-13 du CP**).

B) Les peines principales « alternatives »



Définition : Ce sont les peines inscrites dans les textes de portée générale, lesquelles ont vocation à se substituer à la peine principale de référence.

La juridiction prononce la peine principale alternative, en remplacement de la peine principale édictée dans le texte d'incrimination.



Attention : En cas de condamnation à de la réclusion ferme, il n'existe pas d'alternative à l'emprisonnement.

1) En matière délictuelle

Concernant les peines alternatives à l'emprisonnement. Elles sont au nombre de trois :

- La peine de travail d'intérêt général (**Art. 131-8 du CP**).
- La peine de stage (**Art. 131-5-1 CP**).
- La peine de détention à domicile sous surveillance électronique (**Art. 131-4-1 CP**)

Concernant l'amende : il s'agit de la peine de jour-amende (**Art. 131-5 CP**).

Pour les peines à l'emprisonnement et à l'amende :

- la peine de sanction-réparation (**Art. 131-8-1 CP**).
- les peines visées à l'**article 131-6 du Code pénal** : annulation ou suspension du permis de conduire, interdiction d'entrer en relation avec certaines personnes, etc.

2) en matière contraventionnelle

L'**article 131-15 du Code pénal** dispose que « la peine d'amende ne peut être prononcée cumulativement avec une des peines privatives ou restrictives de droit énumérées à l'article 131-14 ».

L'**article 131-14 du Code pénal** comprend à titre d'exemple : la suspension du permis de conduire, l'immobilisation du véhicule, etc.

C) Les peines complémentaires



Définition : Elle complète et s'ajoute à la peine principale

À retenir : La peine est prononcée que si elle est prévue pour l'infraction jugée.

En principe, ces peines sont facultatives.

Par principe, les peines complémentaires sont prononcées cumulativement avec une peine.

D) Les peines accessoires



Définition : Les peines accessoires découlent automatiquement de la condamnation sans que le juge ait besoin de les décider expressément.

Ces peines sont rattachées « de plein droit » à la peine principale.